ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.544/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Entreprises et Participations publiques, le 19 avril 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 24 avril 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 31.544/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 19 april 2001 door de Minister van Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", heeft op 24 april 2001 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het met redenen omkleed advies dat de Europese Commissie op 9 maart 1999 aan België heeft gericht met betrekking tot de omzetting van artikel 5 van richtlijn 97/33/EC van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP), samen met de bijlagen I en III, de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit verzoekschrift C-384/99 van de Europese Commissie van 7 oktober 1999, waardoor een zaak aanhangig wordt gemaakt bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen op grond van artikel 226 van het EG-verdrag, wegens de onjuiste omzetting in intern recht van artikel 5 van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 en het arrest van het Hof van 30 november 2000.".

*

* *

Observations générales

1. Le présent avant-projet de loi a le même objet que celui sur lequel la section de législation a donné l'avis 31.054/4 le 5 janvier 2001.

La plupart des modifications apportées par rapport au texte du premier projet consistent exclusivement en des adaptations aux observations du Conseil d'Etat.

Seul fait exception l'alinéa 2 de l'article 4 de l'annexe 3 en projet de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (article 7 du projet).

Cette disposition fait l'objet de l'observation formulée ci-dessous au point 2.

Concernant les autres dispositions, la section de législation a épuisé sa compétence d'avis et il est renvoyé à l'avis 31.054/4 précité.

Il y aura lieu d'annexer les deux avis et les deux avant-projets de loi à l'exposé des motifs du projet de loi qui sera déposé devant la Chambre des représentants.

2. Des informations fournies au Conseil d'Etat, il résulte que l'article 4, alinéa 2, de l'annexe 3 en projet de la loi, précitée, fait suite à un courrier de la Commission européenne du 20 novembre 2000, qui stipulait, notamment :

> "La commission constate que vos autorités se sont engagées à limiter, selon les termes de la communication de la Commission relative à la règle de minimis pour les aides d'Etat, les montants à verser aux bénéficiaires du tarif réduit à un maximum total de 100.000 Euros à chaque bénéficiaire sur une période de trois ans.

En accord avec cette règle, l'article 87(1)CE peut être considéré comme inapplicable lorsque l'aide en montant absolu, ne dépasse pas le seuil fixé dans la Communication précitée et que l'Etat membre respecte les termes de ladite Communication. Dès lors, la Commission considère, au vu de l'engagement de vos autorités, que l'aide n'est plus soumise à l'obligation de notification préalable à la Commission en vertu de l'article 88(3)CE.".

Postérieurement à l'envoi de cette lettre, la Commission européenne a toutefois adopté le règlement (CE) n° 69/2001 du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis.

Les articles 2 et 3, paragraphes 1er et 2, de ce règlement se lisent comme suit :

"Article 2 Aides de minimis

1. Sont considérées comme ne remplissant pas tous les critères de l'article 87, paragraphe 1, du traité et comme non soumises, de ce fait, à l'obligation de notification prévue à l'article 88, paragraphe 3, du traité les aides qui satisfont aux conditions énoncées aux paragraphes 2 et 3.

2. Le montant total des aides de minimis octroyées à une même entreprise ne peut excéder 100.000 euros sur une période de trois ans. Ce plafond s'applique quels que soient la forme et l'objectif des aides.

3. Le plafond fixé au paragraphe 2 est exprimé sous la forme d'une subvention. Tous les chiffres utilisés sont des montants bruts, c'est-à-dire avant impôts directs. Lorsqu'une aide est accordée sous une forme autre qu'une subvention, le montant total de l'aide est son équivalent-subvention brut.

Les aides payables en plusieurs tranches sont actualisées à leur valeur au moment de leur octroi. Le taux d'intérêt qui doit être utilisé à des fins d'actualisation et pour calculer le montant de l'aide dans le cas d'un prêt bonifié est le taux de référence au moment de l'octroi.

Article 3 Cumul et contrôle

1. Lorsqu'un Etat membre octroie une aide de minimis à une entreprise, il l'informe du caractère de minimis de cette aide, l'entreprise concernée lui fournit des informations complètes sur les autres aides de minimis qu'elle a reçues au cours des trois années précédentes.

L'Etat membre ne peut lui accorder la nouvelle aide de minimis qu'après avoir vérifié que cette nouvelle aide ne porte pas le montant total des aides de minimis perçues au cours de la période de référence de trois ans au-delà du plafond fixé à l'article 2, paragraphe 2.

2. Dans le cas où un Etat membre a créé un registre central sur les aides de minimis qui contient des informations complètes sur chaque aide de minimis accordée par une autorité de cet Etat membre, la condition prévue au premier alinéa du paragraphe 1 ne s'applique pas à compter du moment où le registre couvre une période de trois ans.".

Un règlement étant directement applicable, il n'y a pas lieu en principe de le reproduire dans une norme de droit interne. Par contre, il y a lieu de prendre les mesures propres à assurer son application efficace (1).

---

(1) Voir en ce sens, notamment l'avis 30.770/4, sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 12 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications, Moniteur belge du 29 décembre 2000, 2e éd., p. 43243.

Comme les bénéficiaires du régime d'aides en projet sont les éditeurs de quotidiens et hebdomadaires politiques et d'informations générales, ainsi que certaines agences de presse (2), mais que ces aides sont accordées sous la forme d'une réduction tarifaire consentie par l'opérateur de télécommunications chargé d'une mission d'intérêt général, il y a lieu de prendre les mesures propres à s'assurer que ce dernier n'octroiera pas de réduction qui, cumulée avec les autres aides de minimis perçues par l'entreprise bénéficiaire, excéderait le plafond prévu par le règlement.

En outre l'article 3, paragraphe 1er, du règlement assigne à l'Etat membre un devoir d'information des bénéficiaires sur le caractère de minimis de l'aide.

L'alinéa 2 en projet doit, dès lors, être rédigé comme suit :

"La réduction tarifaire ne peut excéder une aide de minimis au sens de l'article 2 du règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis. L'opérateur n'accorde cette réduction qu'après avoir fait la vérification prévue à l'article 3, paragraphe 1er, alinéa 2, dudit règlement. Les informations à

---

(2) La réduction de 50 % sur la redevance d'abonnement au service de téléphonie vocale et sur les frais de communications téléphoniques zonales et interzonales s'applique aux raccordements installés au siège des entreprises d'édition et au domicile des journalistes professionnels visés à l'alinéa 1er de l'article 4 en projet. Ce qui constitue, au regard du règlement (CE) n° 69/2001 du 12 janvier 2001, précité, "une même entreprise".

fournir par l'entreprise bénéficiaire de la réduction en vertu de l'alinéa 1er du même paragraphe doivent être adressées à l'opérateur.".

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

> "Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het met redenen omkleed advies dat de Europese Commissie op 9 maart 1999 aan België heeft gericht met betrekking tot de omzetting van artikel 5 van richtlijn 97/33/EC van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP), samen met de bijlagen I en III, de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit verzoekschrift C-384/99 van de Europese Commissie van 7 oktober 1999, waardoor een zaak aanhangig wordt gemaakt bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen op grond van artikel 226 van het EG-verdrag, wegens de onjuiste omzetting in intern recht van artikel 5 van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 en het arrest van het Hof van 30 november 2000.".

*

* *

Algemene opmerkingen

1. Dit voorontwerp van wet heeft hetzelfde doel als datgene waarover de afdeling wetgeving op 5 januari 2001 advies 31.054/4 heeft gegeven.

De meeste wijzigingen ten opzichte van de tekst van het eerste ontwerp zijn integraal aanpassingen aan de opmerkingen van de Raad van State.

De enige uitzondering daarop is het ontworpen artikel 4, tweede lid, van bijlage 3 bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (artikel 7 van het ontwerp).

Over die bepaling wordt hierna in punt 2 een opmerking gemaakt.

Wat de overige bepalingen betreft, heeft de afdeling wetgeving haar adviesbevoegdheid uitgeput en wordt verwezen naar het voormelde advies 31.054/4.

De beide adviezen en de beide voorontwerpen van wet zouden moeten worden opgenomen als bijlage bij de memorie van toelichting van het wetsontwerp dat bij de Kamer van volksvertegenwoordigers zal worden ingediend.

2. Uit de inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt, blijkt dat het ontworpen artikel 4, tweede lid, van bijlage 3 bij de voormelde wet opgesteld is naar

aanleiding van een brief d.d. 20 november 2000 van de Europese Commissie, waarin inzonderheid het volgende werd aangegeven :

> "La commission constate que vos autorités se sont engagées à limiter, selon les termes de la communication de la Commission relative à la règle de minimis pour les aides d'Etat, les montants à verser aux bénéficiaires du tarif réduit à un maximum total de 100.000 Euros à chaque bénéficiaire sur une période de trois ans.
>
> En accord avec cette règle, l'article 87(1)CE peut être considéré comme inapplicable lorsque l'aide en montant absolu, ne dépasse pas le seuil fixé dans la Communication précitée et que l'Etat membre respecte les termes de ladite Communication. Dès lors, la Commission considère, au vu de l'engagement de vos autorités, que l'aide n'est plus soumise à l'obligation de notification préalable à la Commission en vertu de l'article 88(3)CE.".

Nadat die brief verstuurd was, heeft de Europese Commissie evenwel verordening (EG) nr. 69/2001 van 121 januari 2001 aangenomen betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun.

De artikelen 2 en 3, lid 1 en lid 2, van die verordening luiden als volgt :

> "Artikel 2 De minimis-steun
>
> 1. Steunmaatregelen worden geacht niet aan alle criteria van artikel 87, lid 1, van het Verdrag te voldoen, en vallen derhalve niet onder de aanmeldingsverplichting van artikel 88, lid 3, van het Verdrag, indien zij aan de in de leden 2 en 3 vastgestelde voorwaarden voldoen.

2. Het totale bedrag van de de minimis-steun die is verleend aan één onderneming, mag niet hoger zijn dan 100000 EUR over een periode van drie jaar. Dit plafond is van toepassing ongeacht de vorm van de steun en ongeacht het daarmee beoogde doel.

3. Het in lid 2 vastgestelde plafond wordt uitgedrukt als een subsidie. Alle cijfers die worden gebruikt, zijn brutocijfers vóór aftrek van de directe belastingen. Wanneer steun in een andere vorm dan een subsidie wordt verleend, is het steunbedrag het bruto-subsidie-equivalent van de steun.

Van steun die in termijnen wordt uitgekeerd, wordt door discontering de waarde op het ogenblik van de verlening ervan berekend. De rentevoet die voor de discontering en voor de berekening van het steunbedrag bij een zachte lening wordt gebruikt, is de referentie-rentevoet die geldt op het ogenblik waarop de steun wordt verleend.

Artikel 3 Cumulering en controle

1. Wanneer een lidstaat een onderneming de minimis-steun verleent, deelt hij de onderneming mede dat het om de minimis-steun gaat, en verlangt hij van de betrokken onderneming alle gegevens over de minimis-steun die zij in de voorgaande drie jaar heeft ontvangen.

De lidstaat kan slechts nieuwe de minimis-steun verlenen nadat hij is nagegaan of de nieuwe steun het totale bedrag van de gedurende de relevante periode van drie jaar ontvangen steun niet zodanig doet toenemen dat het in artikel 2, lid 2, vastgestelde plafond wordt overschreden.

2. Ingeval een lidstaat een centraal register van de minimis-steun heeft ingevoerd waarin alle gegevens zijn vervat over alle de minimis-steun die door enige autoriteit in die lidstaat is verstrekt, is het vereiste van lid 1, eerste alinea, niet langer van toepassing vanaf het tijdstip waarop het register een periode van drie jaar bestrijkt.".

Aangezien een verordening rechtstreeks toepasselijk is, is er in principe geen grond om de bepalingen ervan over te nemen in een regeling van intern recht. Er bestaat daarentegen grond om passende maatregelen te nemen om de doeltreffende toepassing van die verordening te verzekeren (3).

Aangezien de begunstigden van de ontworpen steunregeling de uitgevers van politieke dag- en weekbladen, van algemeen informatieve dag- en weekbladen, alsook sommige persbureaus zijn (4), terwijl die steun wordt verleend in de vorm van een verlaging van het tarief, toegestaan door de operator van telecommunicatie-infrastructuur die met een opdracht van algemeen belang is belast, dienen passende maatregelen te worden getroffen om ervoor te zorgen dat die operator geen vermindering toestaat, die, opgeteld bij de andere de minimis-steun die de begunstigde onderneming heeft ontvangen, een som zou opleveren die hoger is dan het in de verordening vastgestelde plafond.

---

(3) Zie in die zin inzonderheid advies 30.770/4, over een ontwerpbesluit dat aanleiding heeft gegeven tot het koninklijk besluit van 12 december 2000 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken, Belgisch Staatsblad van 29 december 2000, 2e uitgave, blz. 43.243.

(4) De vermindering van 50 % op het abonnementsgeld voor de spraaktelefoondienst en op de kosten van de zonale en interzonale telefoongesprekken geldt voor de aansluitingen geïnstalleerd op de zetel van de redactie en in de woning van de beroepsjournalisten bedoeld in het eerste lid van het ontworpen artikel 4. Dat vormt, in het licht van de voormelde verordening (EG) nr. 69/2001 van 12 januari 2001 "eenzelfde onderneming".

Voorts wordt in artikel 3, lid 1, van de verordening aan de lidstaat de verplichting opgelegd om de begunstigden ervan op de hoogte te brengen dat de steun die ze genieten de minimis-steun is.

Het ontworpen tweede lid dient dan ook als volgt te worden gesteld :

"De tariefvermindering mag niet meer bedragen dan de de minimis-steun in de zin van artikel 2 van verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun. De operator kent de vermindering pas toe wanneer hij de controle heeft uitgevoerd waarin artikel 3, lid 1, tweede alinea, van de voornoemde verordening voorziet. De onderneming die de vermindering geniet, zendt de gegevens die ze krachtens de eerste alinea van hetzelfde lid moet meedelen, toe aan de operator.".

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	P. LIENARDY,	conseiller d'Etat, président, staatsraad, voorzitter,
	P. VANDERNOOT, J. JAUMOTTE,	conseillers d'Etat, staatsraden,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. LIENARDY